

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 19 novembre 2015

Direction de l'économie publique

58 2015.RRGR.198 Motion 059-2015 Sancar (Berne, Les Verts) Intégration des réfugiés dans le marché du travail Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention:	059-2015
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	19.02.2015
Déposée par:	Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1018/2015 du 26 août 2015
Direction:	ECO

Intégration des réfugiés dans le marché du travail

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Simplifier la procédure d'autorisation de prise d'emploi par des réfugiés reconnus comme tels ou des personnes étrangères au bénéfice d'une admission provisoire.
2. Supprimer l'émolument dû par l'employeur pour la première prise d'emploi.
3. Permettre le recrutement de stagiaires pour un salaire maximum de 400 francs dans des conditions facilitées (si nécessaire avec un contrat de travail mais sans autorisation comme le prévoit la loi fédérale).

Développement :

C'est au canton qu'il incombe en priorité d'assurer l'intégration sociale et sociétale des réfugiés et des requérants d'asile admis à titre provisoire et donc au bénéfice d'un permis F. Et qui dit intégration dit principalement intégration dans le marché du travail. Il s'agit là d'une tâche ambitieuse qui réclame diverses mesures.

Malheureusement, de nombreux employeurs ignorent la signification de la mention Admission provisoire portée sur le permis F. La mention a en outre un effet dissuasif, l'employeur pensant que la personne devra bientôt quitter la Suisse. Or, en fait, les réfugiés et les personnes au bénéfice de l'admission provisoire restent en Suisse lorsque par exemple leur pays est en guerre. Ce statut est injuste et devrait être supprimé. Mais la compétence ressortit à la Confédération et le canton n'a guère de marge de manœuvre. Ce qui ne devrait pas l'empêcher d'intervenir auprès de la Confédération pour faire changer les choses.

Le canton de Berne doit intégrer chaque année 500 à 1000 réfugiés et personnes admises provisoirement au marché du travail, avec des résultats jusque-là plutôt décevants. Le Conseil-exécutif en fait d'ailleurs la remarque dans sa réponse à l'interpellation 086-2014 Imboden (Les Verts) « Intégration des réfugiés dans le marché du travail ». Or nous avons tout intérêt à assurer l'intégration professionnelle de ces personnes. C'est la raison pour laquelle il faut supprimer l'émolument de 200 francs dû par l'employeur pour la première prise d'emploi. Il faut conseiller et aussi, dans la phase initiale, soutenir les employeurs si l'on veut améliorer l'intégration professionnelle des personnes admises à titre provisoire. C'est une bonne idée de leur proposer des stages, mais il faudrait simplifier la procédure. Si on réussit à intégrer ces personnes dans le marché du travail, les dépenses sociales (aide sociale) devraient diminuer et on devrait même encaisser des recettes fiscales supplémentaires. Quant aux intéressés, ils y gagneraient en bien-être psychique et physique, car ils se sentiraient utiles et pourraient vivre mieux grâce à leurs revenus plus élevés. Il se pourrait même que le système de santé en profite aussi.

Le fait que durant la première phase de sept ans (requérants et requérantes d'asile et personnes admises à titre provisoire), les responsabilités soient partagées entre la POM et la SAP ne simplifie

pas les choses. Il est indispensable que les deux Directions coopèrent, coordonnent leurs travaux et clarifient le partage des tâches.

Malgré toutes les difficultés structurelles, juridiques et personnelles (pour les intéressés) que cela représente, je suis convaincu que l'intégration des personnes admises à titre provisoire dans le marché du travail peut être grandement améliorée par des mesures ciblées, au bénéfice de toutes les parties concernées. Les efforts déployés à cette fin au niveau fédéral et cantonal sont d'ailleurs réjouissants. Le canton de Berne doit maintenant suivre cette voie en prenant des mesures concrètes.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le Conseil-exécutif partage l'avis de l'auteur de la motion selon lequel l'intégration professionnelle des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés reconnus est importante. Il a également fait part de cette position au Grand Conseil dans ses réponses aux interpellations suivantes :

- I 086-2014 « Intégration professionnelle des personnes réfugiées et de celles admises à titre provisoire »
- I 161-2014 « Cause et effet de la suppression des emplois de courte durée dans le domaine de l'asile »

Le 11 février 2015, le Conseil-exécutif a pris connaissance du rapport de collaboration inter-institutionnelle (CII)¹ sur l'asile et les réfugiés (ACE 155/2015). Ce document expose les mesures nécessaires au niveau des structures et des procédures d'autorisation ainsi qu'en matière d'émoluments. Le Conseil-exécutif a par conséquent chargé les Directions représentées au sein de la CII de prendre des mesures juridiques, organisationnelles et financières favorisant l'intégration des personnes dont la procédure d'asile est en cours. Par ailleurs, ces mesures doivent permettre d'accélérer la procédure d'autorisation sans produire d'effets préjudiciables sur le marché du travail. Il convient en outre de définir des indicateurs d'effets éloquentes. Comme mentionné dans la réponse à l'interpellation I 161-2014, des solutions de remplacement aux emplois de courte durée doivent également être recherchées. Les travaux en la matière, placés sous la conduite de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, sont en cours. Les mesures proposées dans la présente motion font partie de ces travaux.

Dans le cadre de l'actuelle révision de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr), il est également prévu de supprimer les barrières administratives et d'adapter les dispositions relatives à l'exercice d'une activité lucrative par les personnes admises à titre provisoire. Le Conseil-exécutif soutient ces démarches au niveau fédéral (ACE 605/2015).

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose l'adoption de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

Le président. Wir kommen zu Traktandum 58, der Motion Sancar «Die Integration der vorläufig Aufgenommenen und anerkannten Flüchtlinge in den Arbeitsmarkt lohnt sich für alle». Es handelt sich um eine Richtlinienmotion. Der Regierungsrat ist bereit, diese anzunehmen. Wird dieser Antrag seitens des Rates bestritten? – Das ist der Fall. Wir führen eine reduzierte Debatte. Der Motionär hat das Wort; er hat zwei Minuten Zeit.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). In dieser Richtlinienmotion geht es um die Integration der vorläufig Aufgenommenen im Flüchtlingsbereich sowie der anerkannten Flüchtlinge in den Arbeitsmarkt. Wir verlangen, dass das Arbeitsbewilligungsverfahren für diese Leute vereinfacht wird. Der Begriff «vorläufige Aufnahme» ist vielen Arbeitgebern nicht bekannt und wirkt abschreckend. Kommen noch komplizierte und langwierige Arbeitsbewilligungsverfahren hinzu, erstaunt es nicht, wenn die Arbeitgeber auf Distanz gehen und diese Leute nicht anstellen. Bekanntlich bleiben aber die vorläufig Aufgenommenen für immer in der Schweiz. Die Integration in den Arbeitsmarkt ist daher ein zentraler Schritt in ihrer Laufbahn. Neben den bereits erwähnten

¹ Représentants et représentantes de l'ECO, la SAP, la POM et l'INS.
CONVERT_ffff3a044434fa58712325e62c4dbde 10.12.2015

Schwierigkeiten wirkt auch der Betrag von 400 Franken für S-Bewilligungen auf viele Arbeitgeber abschreckend. Um die Chancen für eine Anstellung zu erhöhen, sollen diese Gebühren aufgehoben werden. Jede Anstellung dieser Leute bedeutet letztlich auch Sparen in der Sozialhilfe. Dadurch wird die Staatskasse entlastet und zudem bringt dies Jahr für Jahr mehrfache Steuergelder. Wie wir alle wissen, leistet der Bund ab einer bestimmten Zeit keine finanzielle Unterstützung für diese Leute mehr. Sie müssen dann notgedrungen über die kantonale Sozialhilfe unterstützt werden. Ich denke, dass die Integration dieser Leute in den Arbeitsmarkt in unserem allgemeinen Interesse liegt und bitte Sie, die Richtlinienmotion zu unterstützen.

Le président. Nun können sich die Fraktionen äussern.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich komme so oft nach vorne ans Rednerpult, weil heute Morgen die Traktandenliste verschoben worden ist. Dies nur als Erklärung. Herr Sancar, wenn ich mich richtig erinnere, haben wir bereits einen ähnlichen Vorstoss bei der GEF gehabt. Dieser wurde von Frau Gabi Schönenberger eingereicht und bereits einmal behandelt. Wir singen hier immer wieder das gleiche Lied. Deshalb ist dieser Vorstoss aus unserer Sicht unnötig. Zudem ist er inhaltlich falsch. Ich habe mir von Seiten der Bauwirtschaft usw. sagen lassen, die Verfahren seien nicht dermassen kompliziert, wie dies glaubhaft gemacht wird. Mich stört Ziffer 1, wonach das Bewilligungsverfahren für vorläufig Aufgenommene zu vereinfachen sei. Meine Damen und Herren, damit setzen wir etwas falsche Zeichen! Damit komme ich schon wieder zu einem Ausdruck, wobei dieser nichts mit der Swissair zu tun hat: Entschuldigung, wir können die Flüchtlinge in diesem Land nicht «first class» behandeln! Damit setzen wir falsche Zeichen, die in Richtung einer Willkommensstrategie gehen. So würden wir sagen, dass wer in unser Land kommt, auf jeden Fall zu «Büez» kommt. Dies ist völlig falsch. Sie können mich nun entgeistert anschauen, Genossen, Genossinnen! Wir haben jugendliche Arbeitslose, junge Leute, welche wir auch noch in den Arbeitsmarkt integrieren müssen. Dies haben Sie bei der SKOS-Konferenz alles nachsehen können. Es sind Tausende Leute – Schweizer –, welche noch in den Arbeitsmarkt integriert werden sollen. Nun wollen Sie auch noch Flüchtlinge «first» behandeln. Dies beisst sich; es geht nicht auf! Man kann dieses Anliegen prüfen und den Vorstoss als Postulat annehmen. Dieses Angebot können wir als das höchste der Gefühle machen. Als Motion lehnen wir den Vorstoss auf jeden Fall ab, weil wir damit ein falsches Zeichen setzen würden. Sollte die Motion wider Erwarten angenommen werden, beantragt die FDP deren gleichzeitige Abschreibung. Dies, weil – wie man lesen kann – bereits sehr viel auf Bundesebene läuft. Wenn es nicht anders geht, kann man den Vorstoss als Postulat annehmen.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Die EVP-Fraktion ist fest davon überzeugt, dass die Integration der vorläufig Aufgenommenen und der anerkannten Flüchtlinge in den Arbeitsmarkt eine grosse, wertvolle Bedeutung hat und eine nachhaltige Wirkung entfaltet. Wer eine regelmässige Arbeit hat, dem geht es erfahrungsgemäss psychisch und gesundheitlich besser. Das ist klar, man ist nützlich, und vor allem hat man einen geregelten Tagesablauf. Die interessante Wirkung für den Staat besteht darin, dass die Sozialhilfeausgaben zurückgehen oder im besten Fall vielleicht sogar Steuereinnahmen locken. Aus unserer Sicht ist es deshalb unerlässlich, dass das Bewilligungsverfahren für die Anstellung dieser Personen vereinfacht wird, die erstmaligen Gebühren aufgehoben und einfachere Praktikumsanstellungen ermöglicht werden. Aus diesen Gründen werden wir die Motion in allen Punkten unterstützen.

Le président. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Frau Grossrätin Stucki das Wort.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion begrüsst diesen Vorstoss. Wir stimmen ihm mit grosser Überzeugung in der Motions- bzw. eventuell in der Postulatsform zu. Verfolgt man die Debatte über die Flüchtlinge in der Schweiz, so bezieht sich eine Aussage seitens der Kritikerinnen und Kritiker immer wieder auf den Unmut darüber, dass diese Menschen nur herumsitzen, nichts tun und nur von unserem Geld profitieren würden. Das Referat von Herrn Klopfenstein ist vorhin ein wenig in diese Richtung gegangen. Dass hier einiges an positivem Potenzial nicht von uns genutzt wird, wird hier verkannt. Der Fehler liegt nicht bei den Flüchtlingen, sondern bei unserem System. Dies wurde vorhin erwähnt. Wir verschenken also nicht nur viel Wissen und Arbeitskraft, sondern schaffen beispielsweise Kosten bei der Asylsozialhilfe. Könnten vorläufig Aufgenommene oder anerkannte Flüchtlinge in den Arbeitsmarkt einsteigen, könnten sie

ihren Lebensunterhalt ganz oder zumindest teilweise selber bestreiten. Also eine klassische Win-Win-Situation für sie sowie für Kanton und Bund. In Deutschland wurden in den letzten paar Wochen Flüchtlinge gerade mit diesem Argument willkommen geheissen, dass sie den grossen Fachkräftemangel entlasten könnten. Viele Personen aus Syrien oder Afghanistan sind gut ausgebildet, zwar nicht alle, aber viele von ihnen. Wenn ich sehe, wie viele nützliche Arbeiten die Menschen im Kompetenzzentrum Integration der Stadt Bern leisten oder im sogenannten «Team Sauber», welches Sie vielleicht bereits bei Bernmobil gesehen haben, so wird das Anliegen dadurch erst recht unterstützt. Wir bitten Sie, diesen Vorstoss zu unterstützen – sei es in der Motions- oder in der Postulatsform!

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Die SVP-Fraktion teilt die Einschätzung des Motionärs und der Regierung nicht. Vorab bauen wir hier Hürden ab zulasten der Arbeitslosen im eigenen Land, seien es Schweizer oder Ausländer. Vorläufig aufgenommene Flüchtlinge werden also zulasten von Schweizern privilegiert. Dies möchte ich als Arbeitnehmervertreter nicht meinen Leuten erklären müssen. Der Kollege Klopfenstein hat dies bereits ausgeführt. Zu einem weiteren, vorhin vielleicht zu wenig angesprochenen Punkt: Asylsuchende sollen in der Schweiz bleiben, solange sie bedroht sind, jedoch nicht länger. Vorläufig Aufgenommene sollen – wie es der Name sagt – nur vorläufig aufgenommen werden. Das heisst, dass diese beiden Kategorien von Ausländern nicht dauerhaft in der Schweiz bleiben sollen. Hier schaffen wir aber Integrationsmassnahmen für Personen, welche dauerhaft im Land bleiben. Damit setzt man bei einer falschen Massnahme an, indem man Leute integrieren will, welche gar nicht dauerhaft in der Schweiz bleiben können oder sollen. Ja, liebe Kolleginnen und Kollegen, es gibt vorläufig Aufgenommene und Flüchtlinge, welche – obwohl es nicht so gedacht wäre – gleichwohl länger in der Schweiz bleiben. Der Motionär tut hingegen so, als verblieben alle anerkannten Flüchtlinge und alle vorläufig Aufgenommenen längerfristig in der Schweiz. Für ein derartiges Integrationsverständnis bietet das geltende Recht keinen Raum. Ich lese aus der Botschaft zum heute geltenden Gesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG) vor; dort steht: «Nicht integriert werden sollen indessen Personen, deren vorläufige Aufnahme in Folge der Unmöglichkeit des Wegweisungsvollzugs angeordnet wurde. In solchen Fällen kann man davon ausgehen, dass die Ersatzmassnahme nach einem kürzeren, überschaubaren Zeitraum wieder aufgehoben wird.». Sie sehen, liebe Frauen und Männer, viele vorläufig Aufgenommene sollen gar nicht längerfristig in der Schweiz bleiben und bei diesen sollen wir auch nicht mit Integrationsmassnahmen ansetzen. Die Motion ist zu pauschal und zu sehr nach dem Giesskannenprinzip gehalten. Die SVP kann diesem Vorstoss nicht zustimmen und empfiehlt dessen Ablehnung.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Eigentlich wollte ich mich kurz fassen. Die Grünliberalen begrüssen die Massnahmen, welche der Kanton umsetzen will, um die Hürden für die Beschäftigung anerkannter Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommener zu reduzieren, und ebenso, dass er bei der Revision des Bundesgesetzes über Ausländerinnen und Ausländer unterstützend wirken will. Ich kann es vorweg nehmen: Wir werden der Motion geschlossen zustimmen. Herr Grossratskollege Klopfenstein, es handelt sich um kein «Frist-class-Verfahren», sondern um gleich lange Spiesse, wie sie andere ausländische Bürger haben, welche in diesem Kanton und in diesem Land leben. Diese Leute haben es teilweise schwer, überhaupt eine Stelle zu finden. Wenn man zusätzlich einen Antrag stellen muss, der durchaus relativ langwierig und mühsam sein kann, ist dies für einen Arbeitgeber nicht attraktiv. So wird es für diese Leute schwierig, überhaupt einen Job zu finden. Damit geraten sie nach ziemlich kurzer Zeit automatisch in die Sozialhilfe. Diesbezüglich fragen sich dann wiederum die gleichen Parteien, was diese Leute bei der Sozialhilfe suchen, zumal sie doch arbeiten sollten. Man kann nicht beides haben, indem man einerseits sagt, diese Leute sollen nicht arbeiten dürfen, andererseits gleichzeitig dagegen ist, dass diese Sozialhilfe erhalten. Zur Integration: Es gibt Leute, welche aus Ländern kommen, in die sie in den nächsten zehn Jahren sicher nicht zurückkehren werden. In Bezug auf Syrien beispielsweise sehe ich keinen Grund anzunehmen, dass irgendjemand der von dort kommenden Personen zurückgeschickt werden könnte in ein komplett im Krieg zerfallendes Land. Insofern müssen wir diese Personen trotzdem ein Stück weit integrieren. Welche Integrationsmöglichkeit ist besser, als zu arbeiten, wobei man in Kontakt mit Schweizern und der hiesigen Kultur kommt? Übrigens: Leute, die ein Asylverfahren durchlaufen haben, erstatten meines Wissens 10 Prozent ihres Lohnes als teilweise Rückzahlungen ihrer Verfahrenskosten an den Kanton bzw. an den Bund zurück.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Nur 17 Prozent der anerkannten Flüchtlinge sind erwerbstätig. Bei den vorläufig Aufgenommenen ist es knapp ein Drittel. Sprachbarrieren, fehlende Netzwerke sowie meistens die fehlende Anerkennung der Ausbildungen sind die Gründe. Nicht alle Leute, die zu uns kommen, sind dumm. Zum Teil haben diese studiert. Daneben bestehen die administrativen Hindernisse. Diese zu überwinden, heisst nicht, dass wir diesen Leuten das Arbeiten erleichtern wollen. Diese Hürden bestehen auch für uns Arbeitgeber, wenn wir eine solche Person anstellen wollen. Meistens handelt es sich um niederschwellige Angebote. Damit können wir auch – wie wir es im Verlauf der nächsten Sessionswoche sehen werden – dazu beitragen, in der Sozialhilfe Kosten abzubauen, im Bereich der Kinder, welche fremdplatziert werden müssen. Hier haben wir eine Möglichkeit, den Sozialkosten ein Stück weit entgegenzuwirken und einen Abbau vorzunehmen, indem den vorläufig Aufgenommenen und den anerkannten Flüchtlingen die Möglichkeit gegeben wird, zu arbeiten. Für uns Arbeitgeber besteht dadurch ein weniger grosses Hindernis bei der Anstellung solcher Leute und wir müssen nicht 200 Franken bezahlen, um überhaupt jemanden anstellen zu dürfen. Die BDP-Fraktion unterstützt diese Motion.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). In der Sache wurde eigentlich alles gesagt und ich kann mich auch gut meiner Vorrednerin anschliessen. Ich möchte aber auf ein paar in der Debatte gefallene Bemerkungen zurückkommen. Es wurde gesagt, dass mit der Zustimmung zu dieser Motion ein falsches Zeichen gesetzt würde und die Motion viel zu pauschal sei. Ich möchte auf die Antwort des Regierungsrats verweisen. Er hat gesagt, er sehe den Handlungsbedarf und habe der Verwaltung den Auftrag zur Ausarbeitung differenzierter Massnahmen erteilt. Der Regierungsrat hält das Anliegen dieser Motion also für berechtigt, weshalb er bereit ist, diese entgegenzunehmen. Was würde dies im Fall einer Ablehnung bedeuten? Damit würde nichts anderes als ein falsches Zeichen gesetzt – dies sage ich zu Herrn Klopfenstein –, dahingehend dass der Regierungsrat angehalten würde, die Arbeiten einzustellen und wir den festgestellten Handlungsbedarf einfach ignorieren sollen. Für uns seitens der Grünen Fraktion wäre dies das falsche Signal. Das Gegenteil ist notwendig; es soll ein klares Zeichen in die Richtung gesetzt werden, dass wir mit der Integration anerkannter Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommener vorwärts machen wollen! Aus diesem Grund stimmen wir dieser Motion zu und bitten Sie, dies ebenso zu tun.

Le président. Wir führen eine reduzierte Debatte, weshalb keine Einzelvoten möglich sind. Nun äussert sich Herr Regierungsrat Rickenbacher zum vorliegenden Vorstoss.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Die Integration vorläufig aufgenommener Personen und anerkannter Flüchtlinge – um diese geht es in dieser Motion, nicht um Asylbewerber – ist aus Sicht der Regierung eine wichtige Aufgabe unserer Gemeinschaft, unserer Gesellschaft. Der Regierungsrat hat den Handlungsbedarf erkannt. Gestützt auf den heute Morgen diskutierten Bericht über die Interinstitutionelle Zusammenarbeit (ILZ) hat er die notwendigen Aufträge bereits erteilt. Aus diesem Grund ist der Regierungsrat bereit, diese Motion entgegenzunehmen und umzusetzen. Wie erwähnt handelt es sich um eine Richtlinienmotion; Regierungsrat und Verwaltung sind also relativ frei in Bezug auf die Umsetzung des Beschlusses dieses Parlaments. Für mich ist es interessant, dass man bereits auf Bundesebene geplant hat, die administrativen Hürden für Personen aus den genannten Kategorien, die arbeiten möchten, abzubauen. Man kann nicht sagen, dass wir auf Bundesebene eine rot-grüne Regierung oder ein rot-grünes Parlament haben. Offensichtlich hält man den Abbau dieser Hürden auch auf Bundesebene für wichtig, sodass die Leute, welche hier sind, auch arbeiten können.

Werte Grossratsmitglieder, die Frage ist nicht – und entsprechende Vorstösse verleiten zu einer Ausländerdebatte –, welche Ausländerpolitik wir betreiben. Es geht nicht um die Frage, wer aufgenommen werden soll oder nicht und wie die Entscheide bezüglich dieser Verfahren am Schluss ausfallen sollen. Hier geht es einzig und alleine um die Frage, dass Leute, welche vorläufig hier sind, beschäftigt werden können. Für mich persönlich stellt sich die Frage, was wir wollen und auch welches Zeichen Sie als Parlament setzen wollen. Wollen wir das Signal aussenden, wonach Leute, welche vielleicht seit vier, fünf oder sechs Jahren hier sind, herumhängen sollen? Davon ist jeweils bei der Bevölkerung die Rede: «Diese Leute hängen irgendwo rum und liegen uns auf der Tasche.». Oder wollen wir demgegenüber das Zeichen setzen, Leute, welche ein paar Jahre hier sind, während dieser Zeit zu beschäftigen, sodass sie auch etwas zu unserer Wirtschaft beitragen? Wenn sie etwas zu unserer Wirtschaft beitragen, sollen sie auch Steuern bezahlen, wenn sie einen Lohn erhalten. Das zweite Signal scheint mir das wesentlich bessere zu sein. Leute, welche

während ein paar Jahren bei uns sind, sollen sich auch beschäftigen können. Sie sollen einen Beitrag zu unserer Gemeinschaft leisten. Wir wollen ja kein politisches Zeichen setzen, dahingehend, dass diese Leute herumhängen sollen, wodurch wir wiederum die Berechtigung erhalten, unseren Unmut über diese Personen auszudrücken. Aus diesem Grund – und weil sie die entsprechenden Arbeiten eigentlich bereits ausgelöst hat – ist die Regierung bereit, die Motion anzunehmen.

Le président. Wir stimmen über diese Richtlinienmotion ab. Im Falle einer Annahme, liegt seitens der FDP ein Antrag auf Abschreibung vor. Wer die Motion Sancar annehmen möchte, stimmt ja, wer diese ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 82

Non 45

Abstentions 4

Le président. Sie haben die Motion Sancar angenommen. Nun befinden wir über die Abschreibung. Wer die Motion abschreiben will, stimmt ja, wer sie nicht abschreiben will, stimmt nein.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 51

Non 79

Abstentions 2

Le président. Sie haben sich gegen die Abschreibung der Motion ausgesprochen.